

Bilan critique de la campagne Poutou

En tant que Tendance CLAIRE, nous nous sommes battus dès le début pour que la campagne présidentielle soit utilisée par le NPA pour défendre un programme de transition¹. Nous avons néanmoins fait campagne avec tous les camarades qui n'ont pas cédé aux sirènes du Front de Gauche et qui ont tenu à faire entendre une voix anticapitaliste. Il n'en reste pas moins utile de tirer le bilan de la campagne Poutou, qui selon nous confirme que les faiblesses du NPA sont un frein à sa construction.

Une campagne aux côtés de notre classe...

La campagne de Philippe Poutou s'est d'emblée affirmée au côté des luttes. Philippe était non seulement un représentant de la classe ouvrière, mais aussi un militant syndical ayant remporté une lutte contre la fermeture de son usine à Blanquefort. Tout au long de la campagne, Philippe est allé soutenir des travailleurs en lutte dans l'ensemble du pays. Cet ancrage dans les luttes donnait un contenu concret à l'idée très clairement exprimée par notre candidat : il ne suffit pas de mettre un bulletin de vote dans une urne pour améliorer le sort des exploités. Il nous faudra prendre nos affaires en main et imposer nos revendications par la lutte.

Le mot d'ordre « *ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise* » a été au centre de la campagne, notamment sous la forme de l'annulation de la dette. Philippe a systématiquement affirmé que le capitalisme n'offrait pas d'issue aux travailleurs. L'indépendance vis-à-vis du PS, la clarté de Philippe sur le fait que « nous n'avons rien à attendre d'un gouvernement PS » ont été un des points forts de la campagne. Cet appel à ne pas sombrer dans l'illusion du réformisme électoral est un des principaux éléments qui ont différencié notre campagne de celle de Mélenchon.

La sortie du nucléaire a aussi été une spécificité du NPA. Europe Ecologie/Les Verts ont montré que, pour eux, la sortie du nucléaire ne pesait pas lourd face à la possibilité d'accords électoraux avec le PS. Pour eux, tout se négocie, même la santé de la population et de la planète.

Enfin, Philippe a affirmé tout au long de la campagne son statut de représentant du parti. Il a tenté autant que possible d'éviter le jeu de la personnalisation pour assumer qu'il représentait un parti et pas lui-même.

... mais qui ne peut convaincre largement

Mais les efforts que nous avons faits pour nous faire entendre auraient été selon nous plus fructueux si notre propagande avait été centrée sur une logique transitoire. Le fait d'avoir un ouvrier candidat est un atout, pas un axe politique. Or la direction, parce qu'elle a refusé de faire du gouvernement des travailleurs un axe de la campagne, s'est trouvée obligée, pour se différencier des réformistes, de se raccrocher à cette caractéristique d'ouvrier, jusqu'à en faire l'argument central pour « voter Poutou ». D'une attitude spontanée, Philippe a peu à peu glissé dans un surjeu. « *Moi je n'ai pas de cravate* », répété à plusieurs occasions, ne peut suffire à se distinguer de Mélenchon.

Le flou face au Front de Gauche

Le renouveau du réformisme avec le Front de Gauche a fait voler en éclats l'illusion que l'on pouvait se contenter de « l'indépendance par rapport au PS ». Tout au long de la campagne, on nous demandait ce qui nous distinguait de Mélenchon. Or, à aucun moment nous ne nous sommes donnés les moyens de faire comprendre aux sympathisants de cet ensemble diffus qu'on appelle

¹ Les conditions dans lesquelles notre candidat a été choisi ne sont absolument pas saines : compromis au sommet entre une partie de l'ex majorité (P1A) et la gauche (P2) contre la PB (devenue courant Gauche anticapitaliste, favorable à l'unité avec le Front de Gauche), qui conduit à choisir un candidat non pas sur la base d'une orientation politique, mais seulement sur un profil sociologique. La discussion sur le contenu de la campagne a ainsi été volontairement déconnectée du choix du candidat (et repoussée à plus tard).

« gauche de la gauche » ces différences pourtant primordiales. D'où le fait que 40% de celles et ceux qui avaient voté Olivier Besancenot ont voté Mélenchon en 2012².

Bien sûr l'effet Mélenchon et la puissance de l'appareil du PCF (et de la CGT) ont pesé dans la campagne. Mais il y a eu aussi une insuffisance dans la politique du NPA, déjà présente dans les campagnes de 2002 et 2007 de la LCR : le refus de poser la question du pouvoir. Face à un PCF déclinant, la radicalité d'Olivier avait permis des succès électoraux, mais face à l'OPA et au talent de Mélenchon, le NPA n'était pas assez solide programmatiquement. Si jusque dans nos rangs, beaucoup ont jugé plus utile d'aller militer au Front de Gauche, il va sans dire que « nos » électeurs ont encore moins hésité. La question de « l'indépendance par rapport au PS » est bien trop faible pour détourner d'un programme réformiste *a priori* séduisant. Pourtant, c'est quasiment le seul point évoqué par Philippe pour répondre sur notre avis concernant le Front de Gauche.

Pire, Philippe gomme les différences entre LO, le NPA et le PCF, en disant que finalement « *on est un peu cons [...], on pourrait très bien avoir un cadre commun malgré nos orientations différentes* »³. Le journaliste, légitimement, demande alors si le Front de Gauche n'est pas justement ce cadre unitaire idéal ! Et Philippe de répondre : « Mais il y a une divergence politique énorme avec le Front de gauche : l'alliance avec le parti socialiste ! ». Cet embarras de notre candidat est dû à l'absence de délimitation politique de la direction du NPA. Le paradoxe, c'est que cette politique conduit précisément à ce que le NPA paraisse sectaire, puisqu'il refuse l'unité sans se justifier par un programme radicalement différent.

Philippe a raison de déplorer l'absence d'alliance entre LO et le NPA mais pas de mettre ces deux partis sur le même plan que le PCF et le FdG. En effet, nous avons beaucoup de différences avec LO : par exemple, durant le mouvement de l'automne 2010 contre la réforme des retraites, LO considérait que la question de la grève générale n'était pas à l'ordre du jour et que la politique de la direction de la CGT était assez correcte, alors que le NPA a fait de l'agitation pour la grève générale, quoique de façon inconséquente, et critiqué les directions syndicales, quoique de façon trop timide. Sur l'analyse des mouvements des jeunes de banlieue (face à « l'insécurité », LO en appelle au renforcement de la police de quartier, alors que le NPA est du côté de ces jeunes qui luttent contre notre ennemi de classe commun et ses forces de répression). LO soutient également les mesures racistes à l'encontre des femmes voilées, au prétexte de lutter contre l'oppression des femmes. Mais dans les luttes, nous sommes du même côté, pour l'auto-organisation des travailleurs, alors que le FdG, lui, essaye de les canaliser (référendum vs grève générale) et soutient totalement la politique des bureaucraties syndicales. En fait la véritable entrave à une alliance avec LO est le sectarisme de cette organisation, que nous confortons en la mettant sur le même plan que le Front de gauche. Sa tendance à l'auto-proclamation s'est d'ailleurs ressentie dans la campagne et son score électoral le reflète. LO s'est contentée d'ajouter à son programme essentiellement para-syndical la perspective du communisme. C'est le renoncement à une logique de transition au profit de la superposition d'un programme maximum pour un avenir indéterminé et d'un programme minimum pour le moment.



Philippe dans *Des paroles et des actes* (avril 2012)



Philippe devant le Fouquet's (janvier 2012)

² Sondage CSA sorti des urnes : <http://www.csa.eu/multimedia/data/sondages/data2012/opi20120427-note-d-analyse-le-vote-au-1er-tour-de-l-election-presidentielle.pdf>

³ Médiapart, « On fait ce qu'on peut », 27 décembre 2011.

Des thèmes repris aux réformistes

Nous déplorons que les principales revendications que la direction du NPA a choisi de mettre en avant soient souvent reprises telles quelles des courants réformistes (ATTAC, Front de Gauche...). Pour en citer quelques unes :

- **« Taxer les profits, faire payer les riches, fiscalité anticapitaliste » ?**

En mettant en avant une redistribution des richesses par la fiscalité, le discours du NPA ne marque pas assez la rupture avec le capitalisme. Par exemple, dans la brochure-programme du NPA, on lit qu'il faut « prendre sur les profits », en citant explicitement le CAC 40, mais en ne parlant que de fiscalité. Dans la brochure-programme pour la jeunesse, on trouve également l'idée de taxer les majors (pour financer une licence de téléchargement)... L'anticapitalisme, ce n'est pas prendre sur les profits, mais en finir avec les profits faits sur le dos des travailleurs, en commençant par l'expropriation des groupes du CAC 40 (dont les majors comme Vivendi) ! C'est un problème fondamental, qui au lieu de faire apparaître le profil révolutionnaire du NPA le positionne en « monsieur plus » de la refonte fiscale prônée par Mélenchon, lui-même simplement « plus à gauche » qu'un économiste comme Thomas Piketty (et sa « révolution fiscale ») qui est proche du PS.

- **« Un processus constituant pour l'Europe » ?**

A plusieurs occasions, Philippe a parlé de « processus constituant »⁴. Ce mot d'ordre laisse croire qu'on pourrait accepter le cadre même de l'UE au lieu de le détruire par la révolution. Une assemblée constituante nationale sert à changer un régime (passage par exemple de la monarchie constitutionnelle à la république...), non à détruire un État (en France, l'État bourgeois s'est maintenu et même renforcé sous ses régimes successifs jusqu'à la Ve République !). En outre, une assemblée constituante ne pourrait que déboucher sur une constitution bourgeoise qui renforcerait la légitimité de l'UE et donc faciliterait les attaques qui sont orchestrées à cette échelle par les bourgeoisies européennes contre les travailleurs.

Plus problématique encore : à la question « *si par hasard vous n'étiez pas suivi par d'autres pays européens, pourrait-on imaginer une sortie de la zone euro* », Philippe répond : « *pas du tout* »⁵. Or on ne peut concevoir un gouvernement révolutionnaire – et en rupture avec tous les traités de l'UE ! – qui garderait la même monnaie que ses voisins capitalistes... Nous devons expliquer qu'il faudrait effectivement sortir de l'euro, créer une nouvelle monnaie (unité de compte) inconvertible et instaurer un monopole du commerce extérieur, tout en se battant pour l'extension de la révolution.

- **Résoudre la crise en récupérant les 10 points de PIB ?**

Beaucoup d'interventions de Philippe laissaient entendre que ce serait bien si l'on pouvait « *au moins revenir au partage des richesses d'il y a trente ans* », « *reprendre les 10 points de PIB volés depuis les années 1980* ». Derrière cette idée, il y a la même illusion que le Front de Gauche et sa relance keynésienne. Par exemple, Philippe déclare à *Paris Match* que, pour sortir de la crise, « *il faut donner à la population les moyens de consommer, pour relancer la machine économique* »⁶. Or, en 1981, cette politique a subi un échec cuisant en deux ans, et aujourd'hui les capitalistes ont encore moins de marge de manœuvre. Les 10 points de PIB perdus sont une réponse qui a été imposée par la logique même du système capitaliste, non par un complot de méchants capitalistes. Il faudrait justement expliquer qu'on ne pourra revenir sur les 10 points de PIB perdus, ou de façon plus générale satisfaire les besoins de la population, par une politique « antilibérale », mais par une rupture avec le système capitaliste.

- **« Mettre au pas la finance » ?**

Le NPA est ici aussi ambigu. Certains textes reconnaissent au détour d'une phrase qu'il y a « *une certaine filouterie à cibler spécifiquement le monde de la finance, en la distinguant avec soin d'un*

⁴ *Nouvel Observateur*, « Politique étrangère : Ce qu'en dit Philippe Poutou », 17 avril 2012.

⁵ *France Info*, 17 janvier 2012.

⁶ *Paris Match*, « Le sommet social est une grosse escroquerie », 18 janvier 2012.

capitalisme vertueux et productif »⁷ mais la plupart du temps, malheureusement, le NPA reprend publiquement la dénonciation de la finance qui parasiterait l'économie réelle. C'est une idée massue reprise par beaucoup candidats, de Mélenchon à Le Pen. Le programme du NPA veut « *retirer leur pouvoir de nuisance à la finance et aux banques* », reprenant cette idée qu'avec une finance publique, les investissements repartiraient massivement. Quand Mélenchon propose un vague « pôle public » (en concurrence avec les banques privées), le NPA a raison de dire qu'il faut socialiser tout le secteur bancaire. Mais en tant qu'anticapitalistes, nous ne devons pas faire seulement de la surenchère en restant sur le plan de la finance, mais revendiquer la socialisation des moyens de production. Rappelons nous qu'en 1981, Mitterrand avait nationalisé l'ensemble du secteur bancaire. Si les grands capitalistes n'investissent pas dans l'économie réelle, c'est qu'elle n'est pas assez rentable pour eux, et si l'économie est repartie en 1945, c'est « grâce » à la guerre, non grâce aux régulations financières de Bretton-Woods.

• **Face aux délocalisations, l'abdication ?**

Au cours d'une même interview⁸, Philippe défend deux lignes différentes. Il commence à juste titre par la revendication « *que le patronat n'ait plus la possibilité de se débarrasser des salariés* ». Mais quand le sujet revient à travers le thème des délocalisations, il dit que « *de toute façon les mouvements dans l'économie mondiale se font* ». Mais ces mouvements de délocalisation (ou de capitaux en général), les travailleurs doivent précisément empêcher les multinationales de les faire à leur guise ! Non pas au nom du patriotisme économique, que le NPA a raison de dénoncer, mais au nom du gagne-pain des salariés ! Philippe propose seulement de garantir la « *continuité du contrat de travail* » (c'est-à-dire la continuité des revenus et des droits qui vont avec le contrat de travail), une revendication portée par la direction de la CGT... pour renoncer à mobiliser contre les licenciements.

• **Aucun modèle, vraiment ?**

Philippe dit souvent que la NPA n'a pas de modèle ni de héros. Soit, en tout cas cela renvoie forcément à des questions de fond qui divisent dans notre parti. Pourtant, il prend parfois de fait des « références » qui sont problématiques. Par exemple lorsqu'il associe les « soviets » à la démocratie participative de Porto Alegre⁹, alors que celle-ci n'était qu'un moyen d'associer la population... aux attaques contre elle. Même constat lorsque Philippe nous apprend dans la même interview qu'« *on n'est pas trotskistes* », mais que « *Jaurès on s'en revendique, Blum un peu moins* »¹⁰. Comme le NPA a refusé le débat sur ce qu'est « le meilleur du mouvement ouvrier », il en vient à se revendiquer de personnages certes plus consensuels, mais qui posent problème. Si Jaurès n'a pas eu un rôle contre-révolutionnaire comme Blum qui défendit l'ordre bourgeois, notamment lors de la grève générale de juin 1936, nous ne partageons pas du tout sa conception réformiste qui allait jusqu'à soutenir la participation à des gouvernements bourgeois.

Les mesures d'urgence tout de suite, la révolution plus tard

Le NPA revendique un ensemble de mesures correspondant aux intérêts des travailleurs, et dit en effet qu'il faudra des luttes pour les imposer. Mais notre campagne a été silencieuse sur les moyens que cela implique, en premier lieu l'expropriation des grands groupes du CAC 40, et quasi-muet sur la perspective que doivent avoir ces luttes pour vaincre la dictature bourgeoise : le gouvernement des travailleurs.

Lorsque les journalistes interrogent Philippe pour en savoir plus, il botte en touche et renvoie la véritable rupture avec le système à plus tard : « *Là on discute d'un programme d'urgence, [...] après... l'organisation sociale future, faudra qu'on discute de ça, de l'économie comment elle fonctionne, est-ce qu'il y a de la propriété privée ou est-ce qu'on peut collectiviser, est-ce qu'on peut discuter d'une économie socialisée gérée par l'ensemble de la population...* »¹¹. Le problème,

⁷ Revue *Tout est à nous*, « Pour 'mettre au pas la finance', il faut avoir le courage de l'anticapitalisme », avril 2012, <http://www.npa2009.org/content/pour-%C2%AB%E2%80%89mettre-au-pas-la-finance-%E2%80%89%C2%BB-il-faut-avoir-le-courage-de-l%E2%80%99anticapitalisme>

⁸ *France Info*, 17 janvier 2012.

⁹ *Médiapart*, « On fait ce qu'on peut », 27 décembre 2011.

¹⁰ Émission de France 2 *On n'est pas couchés*, 26 février 2012.

¹¹ Émission de France 2, *Des paroles et des actes*, 11 avril 2012.

c'est qu'il refuse ainsi de défendre clairement la rupture avec la propriété privée des moyens de production et que la question du pouvoir (politique, économique) est elle aussi renvoyée à un « après » indéfini. Car qui mettra en place les mesures d'urgences sinon le pouvoir des travailleurs eux-mêmes, en socialisant les moyens de production ? Et comment les convaincre qu'ils doivent prendre le pouvoir sinon en liant cette question à celle des « mesures d'urgence » ?

De plus, nous sommes convaincus qu'une telle autocensure est contre-productive. Car si nous n'affrontons pas à la racine l'idéologie dominante, les mesures radicales que l'on propose paraissent simplement impossibles. L'auditeur/télespectateur a naturellement intégré une bonne partie des paramètres du système capitaliste et il est tout à fait normal qu'*a priori* il les juge indépassables. Spontanément, les travailleurs se résignent à « payer la dette », à trouver inévitable qu'il faille être plus compétitifs pour garder des emplois, qu'on ne taxe pas les capitalistes pour qu'ils continuent à investir...

On ne peut pas compter simplement sur la paupérisation des travailleurs et des jeunes, même radicalisés, pour espérer que nos mots d'ordre les attirent. Ils ont besoin qu'on leur propose un minimum de perspectives pour être convaincus qu'une autre voie est possible. Triste exemple mais assez net : l'extrême droite (et les souverainistes plus modérés comme Dupont-Aignan) propose un protectionnisme qui a sa cohérence interne et qui peut laisser croire que le FN saura « redresser la France ». Le Front de Gauche martèle aussi son paradigme keynésien, comme lorsque *L'Humanité*¹² titre : « *Le SMIC à 1700€ c'est possible et en plus souhaitable pour l'économie-* », c'est-à-dire pour l'économie capitaliste. Ces programmes de sorties de crise sont illusoire mais ils peuvent sembler crédibles à celles et ceux qui ne voient pas d'autre horizon que le capitalisme. En parlant si peu du « comment » mettre en place nos mesures, le risque est permanent que le côté « ouvrier proche des gens » se retourne contre nous : les exploités trouvent Philippe sympathique, mais peuvent aussi s'identifier à son manque de perspective face aux journalistes et experts bourgeois.

Ne pas être clair, c'est n'avoir rien à répondre à tous les experts, journalistes et politiciens de la bourgeoisie qui affolent la population (« *Mais si vous annulez la dette, vous mettez l'économie par terre, vous ruinez les épargnants français* »¹³) ou snobent notre candidat ouvrier (« *Évidemment que vos taux d'imposition feraient fuir les capitaux [dixit l'expert... en ajoutant] vous, vous êtes peut-être expert en machines-outils* »¹⁴). La seule répartie claire, c'est de « sortir de la question » à chaque fois que celle-ci se place dans le cadre du capitalisme. Par exemple, à l'éternel argument « *vous allez décourager les investisseurs !* », répondons : « *nous ne pouvons plus compter sur les gros investisseurs privés, nous devons les exproprier et décider démocratiquement de la production* ».

Il ne faut pas nier ou sous-estimer l'importance de ces limites politiques, mais il faut aussi se féliciter que la voix de l'anticapitalisme ne se soit pas tue face à la démagogie mélenchonienne. Face à la pression du vote utile, à la montée du réformisme et aux problèmes internes au NPA, les militants du NPA qui ont choisi de faire la campagne de Philippe Poutou ont réussi à faire entendre la voix de l'anticapitalisme. L'affirmation d'un projet de rupture avec le système était une nécessité face à la logique institutionnelle de Mélenchon. A travers les meetings, les diffusions, mais aussi les rencontres avec des travailleurs en lutte, le NPA a pu s'adresser à une large part de la population, sachant utiliser la politisation même déformée que provoquent toujours les élections. Au moment où la situation peut changer, le NPA devra être à l'avant des luttes qui ne manqueront pas d'avoir lieu dans la situation de crise qui s'aggrave. Mais nous avons également besoin de mener les discussions de fond sur le type de parti et le programme de notre parti, et nous continuerons pour notre part de nous battre pour qu'ils soient clairement révolutionnaires !

Ernest Everhard et Pauline Mériot

¹² *L'Humanité*, 9 avril 2012.

¹³ Audrey Pulvar, 25 février, dans l'émission de France 2 *On n'est pas couché*.

¹⁴ Philippe Manière, 27 février, dans l'émission de France 2 *Mots croisés*.